

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 8 septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach**

PORT RHENAN DE NEUF BRISACH  
BP 48  
68600 Neuf-Brisach

Références : 0006700695\_2023\_07\_21\_Gustave\_Muller\_VIIC\_PPC  
Code AIOT : 0006700695

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2023 dans l'établissement GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach implanté PORT RHENAN VOGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach
- PORT RHENAN VOGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006700695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GUSTAVE MULLER exploite sur le port de Neuf-Brisach, un ensemble d'installations composées de silos à céréales (40.000 tonnes maximum), de stockages d'engrais et de produits phyto-sanitaires.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Identification des zones à risque,

- Risque électrique et ICPE,
- Procédures et moyens de nettoyage,
- Empoussièrement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Mise en demeure	4 mois
2	Risque électrique et ICPE	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Mise en demeure	4 mois
4	Empoussièrément	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Mise en demeure	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Procédures et moyens de nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


La visite d'inspection a mis en évidence trois non-conformités :

- Point de contrôle n°1: L'absence à l'entrée des zones à risque d'explosion, d'informations sur la nature exacte des risques présents et de certaines consignes de sécurité.
- Point de contrôle n°2: L'absence d'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds et les manquements dans l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé, aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29/03/2004, dans le rapport annuel fourni par l'exploitant.
- Point de contrôle n°4: Présence récurrente de poussières déposées ou de substances de nature à provoquer un danger dans l'armoire électrique située au sous-sol du bâtiment "Silo 1".

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Autre, Zonage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine [...] d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p>

<p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a présenté à l'Inspection le plan d'ensemble de ses installations (version 1.1 du 07/04/2021). Sur ce plan, des pictogrammes de danger indiquent les zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion (silos à céréales, béton et métal).</p> <p>Au cours de la visite, il a été constaté la présence d'affichages  signalant le risque d'explosion au niveau des accès aux silos visités. L'Inspection a toutefois constaté que cet affichage n'était pas complété par la nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible).</p> <p>L'Inspection a également constaté que, si certaines consignes de sécurité (accès réservé, interdiction de fumer ou de vapoter) étaient bien affichées à l'entrée des silos inspectés, d'autres consignes (usage des aspirateurs et des soufflettes à air) n'étaient pas systématiquement affichées à l'entrée des zones à risques.</p> <p>Au vu de l'absence, à l'entrée des zones à risque d'explosion, d'informations sur la nature exacte des risques présents et de certaines consignes de sécurité, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

## N° 2 : Risque électrique et ICPE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Adéquation du matériel au risque explosion</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. [...]"</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis en date du 02/08/2023, son dernier rapport annuel (rapport "ICPE SILO ICPE" n° 2369895 du 24/02/2023).</p> <p>Ce document, établi par un organisme compétent (accréditation COFRAC dans les domaines ICPE et de la vérification des installations électriques), ne constate aucun écart vis à vis de la</p>

conformité des installations électriques et du matériel utilisé au regard des dispositions de l'Arrêté Ministériel du 29/03/2004.

Après étude de ce rapport par l'Inspection, il a néanmoins été constaté l'absence de l'avis d'un organisme compétent sur la conformité de l'installation quand à l'adéquation du matériel installé au risque explosion, conformément à la prescription suivante:

article 9 de l'Arrêté Ministériel du 29/03/2004

" Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;

- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

L'Insection a également constaté que ce rapport ne fait référence à aucun rapport et/ou avis établi par un organisme compétent vis à vis des risques présentés par l'électricité statique et les courants vagabonds.

Au regard de l'absence d'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds et à la non exhaustivité de l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29/03/2004, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

### N° 3 : Procédures et moyens de nettoyage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

**Thème(s) :** Autre, Nettoyage

**Prescription contrôlée :**

Extrait art. 13 de l'AM du 29/03/2004

"[...] La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. [...] Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. [...]"

**Constats :**

L'exploitant a mis à disposition de l'Inspection, sa procédure interne réf. 5G400 (indice P) encadrant le nettoyage des locaux. Le chapitre 5 de cette procédure indique que:

- le nettoyage des silos est déclenché après une ronde du chef de silo ou de son adjoint;
- des rondes de contrôle sont réalisées à fréquence journalière en période de collecte et hebdomadaire en dehors de cette période;
- au retour de chaque ronde, le nettoyage peut être déclenché à l'initiative du chef de silo ou de son adjoint.

A la demande de l'Inspection, le responsable du silo a présenté à les 3 dernières pages de son fichier de suivi des rondes. Ce registre de suivi se présente sous forme de tableau, chaque ligne correspondant à une date et chaque colonne a une zone à risque de l'installation (28 zones au total). Au retour de sa ronde, le chef de silo indique l'état de propreté de chaque zone (bon – état moyen - à faire).

Après analyse par l'Inspection du registre des 30 derniers jours, il apparaît que des rondes ont été réalisées à un rythme journalier du 6 au 21 juillet et hebdomadaire hors de cette période.

Afin de justifier du nettoyage des zones identifiées lors de ces rondes, le 08/08/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection une capture d'écran de son logiciel de suivi des interventions de nettoyage (Qualiterme). Cette application informe pour chaque intervention, les dates, heures, zones et les initiales de l'intervenant.

En comparant cette extraction au registre de suivi des rondes de contrôle de l'empoussièrement, l'Inspection a constaté que les nettoyages des zones identifiées lors des contrôles d'empoussièrement des 30 derniers jours, avaient bien été suivis d'interventions de nettoyage le jour même.

Le nettoyage de l'installation est réalisé à l'aide d'un système d'aspiration centralisée (colonne d'aspiration fixe parcourant les silos, sur laquelle se branche un aspirateur mobile).

Aux dires de l'exploitant, le recours au nettoyage par soufflette ou à l'aide d'un balai est exceptionnelle.

L'exploitant a présenté à l'Inspection sa procédure (référence 12.G.0.0.3) encadrant l'usage de ces moyens alternatifs de dépoussièrément. Les consignes d'usage de ces moyens de nettoyage sont les suivantes:

#### Usage du balai

Cette pratique est interdite pour les opérations de nettoyage à l'intérieur du silo hormis dans les situations suivantes:

- dans les parties du silo classées HZ (hors zone ATEX) selon la réglementation ATEX;
- dans les endroits inaccessibles à l'aspirateur;
- Pour le balayage ou le ramassage suite à des débordements ou des fuites de grains.

Et sous réserve des consignes suivantes:

- s'assurer que l'atmosphère ambiante n'est pas saturée de poussières (visible à l'oeil nu);
- s'assurer que l'endroit n'est pas confiné, ou qu'il est suffisamment ventilé;
- s'assurer qu'aucun travail part point chaud n'est effectué dans le bâtiment;
- lorsque les installations sont à l'arrêt;
- en l'absence de fonctionnement d'appareil ou véhicules thermiques.

#### Usage de la soufflette

L'utilisation de la soufflette d'air comprimé est interdite pour les opérations de nettoyage à l'intérieur du bâtiment, sauf cas exceptionnels et conditions d'utilisation définis dans une procédure spécifique (référéncé 12.G.0.0.1.3) présentée à l'Inspection.

Cette procédure, également nommée "Permis de soufflette" est autorisée par le responsable du silo ou par son adjoint, peut être accordée (pour une durée inférieure à 24h) dans les cas suivants:

- nettoyage des séchoirs à grains si: vannes gaz fermées et consignées ET couloir d'air nettoyés;
- soufflage des charpentes et autres éléments de structures inaccessibles avec un aspirateur (sauf intérieur des circuits et organes de manutention).

et uniquement lorsque les conditions suivantes sont réunies:

- installations à l'arrêt dans le bâtiment;
- absence de travaux par point chaud (meulage, soudage, chalumage, etc.);
- absence de circulation de véhicule thermique (cas des halls de stockage).

Afin de justifier du caractère exceptionnel de l'usage de la soufflette, l'exploitant a transmis à l'Inspection, en date du 07/08/2023, copies des 3 derniers "*permis de soufflette*". Après analyse de ces documents, il s'avère que ces permis ont bien été délivrés par le chef du silo pour des durées inférieures à 9h. L'Inspection a constaté la délivrance de 3 permis lors des 4 derniers mois (16/03, 26/04 et 31/07/2023).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Empoussièrement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 et Arrêté Préfectoral du 14/06/2016

**Thème(s) :** Autre, Nettoyage

**Prescription contrôlée :**

Extrait art. 13 de l'AM du 29/03/2004

[...] Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...]

Extrait art. 9 de l'AP du 14/06/2016

[...] Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations dans tous les volumes sujets à l'explosion de poussières inflammables. [...]

**Constats :**

Afin de remettre en situation le constat, il faut noter que le jour de la visite une livraison de céréales avait déjà eu lieu.

La contrôle a eu lieu par échantillonnage au niveau:

- des niveaux sous-sol (pied de l'élévateur), rez-de-chaussée, 4ème, 5ème, 6ème et 7ème étage du silo "béton", - du rez-de-chaussée, et du 2ème du silo "métal 3",
- de la galerie supérieure abritant le Redler, reliant les cellules "métal 3" et "métal 4",
- de la galerie surplombant les cellules des silos "métal 3" et "métal 4".

Il a été constaté la présence de repères peints au sol dans l'ensemble des volumes contrôlés sujets à l'explosion de poussières inflammables. Ces repères témoignaient le jour de la visite, de l'absence d'empoussièrement des installations.

Aux 6ème et 7ème étage du silo "béton", l'Inspection a néanmoins constaté aux abords d'une gaine et d'un convoyeur à chaîne, la présence de deux amas de grains/poussières. En présence de l'Inspection, l'exploitant a contacté son service de maintenance afin de signaler ce défaut et planifier une intervention. Le 3 août, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection des photos justifiant le nettoyage de ces 2 zones tout en mentionnant les opérations de maintenance réalisées (changement de 2 joints de porte).

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis, en date du 02/08/2023, le compte-rendu de vérification périodique de ses installations électriques (référence 2320498-1-1 du 26/06/2023). Ce compte-rendu fait état d'une non-conformité liée à la présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans l'armoire électrique située au sous-sol du bâtiment "Silo 1" et conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

L'Inspection note que cette non-conformité avait déjà été signalée lors de la précédente vérification périodique. Après analyse du document de suivi des observations du prestataire en charge du contrôle électrique (document ANNEXE 7 – SUIVI OBSERVATIONS ELEC APAVE-2023-1.pdf envoyé à l'Inspection le 02/08/2023), il est constaté que ce nettoyage n'a pas encore été réalisé.

Au vu de ce dernier constat, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois